

DJIBOUTI :

QUESTIONS SUR LA FUSILLADE DE LOYODA

voir p.8

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MARDI

10

FÉVRIER

1976

N° 107

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Rencontre Séguy-Maire

CE N'EST PAS CETTE UNITE LA QUE NOUS VOULONS

«En 1975, de grandes difficultés unitaires ont surgi avec la CFDT, et dans de nombreux cas, cela a été un obstacle au développement des luttes», se plaint dans un récent Courrier Fédéral la CGT-Métallurgie.

De son côté, l'UD de Seine-St-Denis de la CFDT accuse la CGT d'avoir cautionné la reprise du travail à Vallourec-Noisy, en rentrant dans

le jeu patronal du «refus de négociation avec la CFDT de l'usine» !

C'est pour recoller les morceaux de l'unité syndicale entamée à l'occasion de la lutte pour la défense des militants emprisonnés que les directions confédérales CGT et CFDT se sont rencontrées hier matin.

Séguy pouvait avoir le sourire : c'est la sanction d'un «retour» complet de la CFDT dans le berceau de l'Union de la gauche. C'est l'unité retrouvée dans la répression commune des travailleurs révolutionnaires (accusés de faire le jeu d'une «politique du pire voulue par le pouvoir»), dans la limitation à des luttes «raisonnables».

Ce n'est certainement pas de ce genre d'«unité» dont les travailleurs ont besoin aujourd'hui !

L'unité ? Les travailleurs y tiennent, ils la veulent pour la victoire de leurs revendications, pour servir leur émancipation ! Face à ce que Séguy appelle le «rouleau compresseur du pouvoir sur les salaires, l'emploi, la sécurité sociale et les conditions de travail», il faut effectivement s'unir, mais pour une action de classe sans faille.

Les sidérurgistes de Solmer, de Sollac, d'Usinor-Trith interpellent les directions confédérales aujourd'hui : «Unifions nos luttes ! Coordonnons nos efforts,

pour frapper plus fort !» exigent-ils. Car pour contrer la répression, briser les chantages de la bourgeoisie, arracher des succès immédiats et préparer les conditions d'une vaste réplique à la politique de crise, la classe ouvrière a besoin d'une unité de lutte de classe. Une soi-disant «Union des Forces Populaires» travaillant à des «changements» (dans le cadre capitaliste, pour un «minimum de satisfaction» qu'octroieraient les nouveaux bourgeois Marchais-Mitterrand !) : voilà tout ce que Séguy et Maire ont pourtant à proposer au terme de cette réunion unitaire.

Pour la défense des libertés démocratiques, des droits politiques et syndicaux de la classe ouvrière, et pour casser la politique de force du pouvoir et arracher des victoires revendicatives, comme pour marcher plus avant vers une issue révolutionnaire à la crise, les travailleurs doivent construire leur unité de combat, autour des usines en lutte, et développer largement les rencontres et délégations ouvrières, la pratique syndicale unitaire, au service de la lutte de classe, en s'attaquant d'un même front dans la CGT comme la CFDT au défaitisme et à la réelle division que distillent les réformistes et faux communistes sous couvert de leur «Union de la Gau-

ESPAGNE



«AMNISTIE, AUTONOMIE»

Dans Barcelone, des dizaines de milliers de manifestants contre Juan Carlos.

LA SOLMER NE DOIT PAS RESTER ISOLEE

A la Solmer, les aciéristes réclament le soutien de tous les sidérurgistes.

voir page 4



SOMMAIRE

- Le congrès du P«C»F, quand on en discute à Chausson -p.2-
- Papinsky ne doit pas mourir -p.3-
- Vitry : bataille pour reloger une famille -p.3-
- Câbles de Lyon des délégués traînés en tribunaux -p.5-
- Enseignants de Madrid, un combat nouveau -p.5-
- La vie du journal -p.6-
- Les dents de la mer, un requin qui rapporte -p.7-

LE 22^o CONGRÈS DU PCF

par Stéphane RAYNAL

Ils n'ont pas été réélus

Parmi les membres du comité central non réélus, deux noms que les travailleurs de Chausson connaissent bien : Lanternier et Treppo.

Lanternier, c'est le maire de Gennevilliers, celui qui se promenait toujours en tête des manifestations bardé de son écharpe tricolore. C'est lui qui faisait la circulation lors de la manifestation qui se dirigeait vers l'usine d'Asnières - entendez c'est lui qui, appuyé par le service d'ordre de la municipalité, invitait les travailleurs à contourner l'usine et non à la réoccuper. C'est lui enfin qui organisait les commandos contre les ouvriers combattifs et les révolutionnaires.

Monsieur Lanternier s'était donc beaucoup dépensé, sans doute cela a-t-il été encore jugé insuffisant vu la révolte que son attitude suscitait chez les travailleurs y compris parmi les membres du P«C»F.

Quant à Treppo, la direction du P«C»F a dû avoir du mal à digérer les nombreuses grèves d'OS qu'il n'a pas su canaliser ainsi que son incapacité à imposer les idées révisionnistes à Renault. D'où sa mutation à Chausson !

Quelques réactions

Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, républicain indépendant :

«On ne peut à la fois lever le poing et tendre la main. Les véritables hommes de liberté et de progrès, ce sont les giscardiens et non les communistes.»

Jean-Pierre Chevènement, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du CERES :

«Le parti communiste a évolué en quelques semaines de façon significative. (...) Le PCF évolue plutôt à la roumaine qu'à la tchèque, mais il évolue, et cela est positif. Il n'y a pas de doute qu'il cherche à faire comprendre que ce qui se fera en France ne sera pas ce qui s'est fait en Union soviétique.»

En feuilletant l'Humanité Dimanche...

«L'Humanité Dimanche» du 8 février publie un entretien avec sept membres du P«C»F de Dassault-Argenteuil réalisé pendant la préparation du 22^e congrès, sur la dictature du prolétariat. Voici les propos recueillis :

«On n'en a pratiquement pas discuté, ni dans nos sept cellules, ni à notre conférence de section. Tiens, c'est vrai, pourquoi ? On a discuté du socialisme, de la liberté, mais pas de la dictature du prolétariat. Si ça ne nous a pas tracassés, c'est peut être parce qu'on sait qu'elle n'est pas nécessaire. En tant que prolétaires directement à la production, les gars voient bien que c'est eux qui vont être déterminants dans les changements, que c'est eux qui portent la dynamique du changement et que c'est leur dynamique qui entrainera les autres. Une dynamique, ça ne s'impose pas. Si on conçoit de l'imposer, ça veut dire qu'on n'est pas sûr de convaincre les autres. La dictature du prolétariat, c'est quand dans une taule de 1000 gars, il y en a 300, les plus combattifs, qui sont obligés de taper sur la gueule des autres pour les empêcher de reprendre le boulot.»

«Les 300, ils peuvent avoir raison, ils ont sûrement raison. Mais, s'ils ne sont pas arrivés à entrainer les autres sur la voie des idées, ils vont à l'échec. Quand on est 900 à l'intérieur, à occuper la taule et qu'il y a juste 30 pouilleux à s'égosiller derrière la grille, ça n'est pas la dictature du prolétariat, mais on est fort parce qu'on est le plus grand nombre en face du taulier.»

«Les 300, ils peuvent avoir raison, ils ont sûrement raison. Mais, s'ils ne sont pas arrivés à entrainer les autres sur la voie des idées, ils vont à l'échec. Quand on est 900 à l'intérieur, à occuper la taule et qu'il y a juste 30 pouilleux à s'égosiller derrière la grille, ça n'est pas la dictature du prolétariat, mais on est fort parce qu'on est le plus grand nombre en face du taulier.»

Passons sur le fait qu'il n'est pas besoin de discuter de la dictature du prolétariat puisqu'on «sait qu'elle n'est pas nécessaire», mais qu'est-ce donc que la dictature du prolétariat selon ces révisionnistes ? C'est des ouvriers «qui sont obligés de taper sur la gueule des autres». Et en plus, bien sûr, ils sont minoritaires. On admet au besoin qu'ils sont «les plus combattifs» et qu'ils «ont sûrement raison». Mais quand ces ouvriers sont majoritaires, la dictature du prolétariat ne sert à rien puisque «on est le plus grand nombre».

Ce que veulent «oublier» les révisionnistes, c'est que dans le socialisme, le prolétariat exerce sa dictature contre la bourgeoisie. C'est que la classe ouvrière guidant l'ensemble du peuple constitue un rassemblement majoritaire, mais que pour autant la bourgeoisie ne renonce pas, bien au contraire, à exercer sa dictature par tous les moyens répressifs violents dont elle dispose avec son appareil d'Etat (armée, police...). Etre «le plus grand nombre en face du taulier» empêche-t-il celui-ci de faire appel aux flics ? Et quand dans ce cas les révisionnistes, comme ils le font systématiquement empêchent les ouvriers de défendre leur usine occupée et y laissent pénétrer les flics, que devient la force du plus grand nombre, celle des ouvriers ?

C'est toute la propagande révisionniste qui réduit la dictature du prolétariat à l'action «des minorités agissantes». Alors qu'elle est la prise et l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière. Celle-ci doit nécessairement exercer une contrainte, s'imposer contre la bourgeoisie, contre les exploités, ne leur laisser aucune liberté de reprendre le pouvoir, pour que soit mis fin définitivement à la dictature de la bourgeoisie, au capitalisme.

QUAND ON EN DISCUTE A CHAUSSON

Chausson, Asnières et Gennevilliers, ce sont ces grands bagnes capitalistes de l'automobile, où les OS sont la grande majorité ; parmi les points principaux des premières offensives menées l'an dernier par la classe ouvrière contre la crise. Pour le P«C»F, qui se targuait lors de sa conférence de section (en janvier 76) de 11 cellules, c'est une usine où les ouvriers ont «du mal à prendre en compte la nécessité d'élargir l'alliance jusqu'aux ingénieurs et cadres supérieurs» : il faut dire qu'après avoir eu ces gens-là, dans leur majorité, en face de soi (du côté des flics, des milices et des chiens) ça ne prédispose pas à s'enthousiasmer pour les promesses alléchantes faites par Marchais aux cadres, en contrepartie de l'abandon de la dictature du prolétariat par le XXII^e congrès révisionniste !

**«ON CROYAIT QUE C'ÉTAIT FINI...»
DIT UN CADRE**

Asnières, à l'heure de la pause-repas, devant la cantine du Comité d'Entreprise, devant des panneaux (disposés aux portes par le PCR) relatant les abandons successifs du P«C»F (de 1946 à son XXII^e congrès), ainsi que la signification politique de la Dictature du Prolétariat...

Les premiers arrivés sont des cadres, cossus, qui ayant réclamé un tract («Oui à la dictature du prolétariat, oui au pouvoir des ouvriers et paysans») s'éloignent rapidement en s'indignant : «Voilà du propre ! On croyait que c'était fini ces histoires. C'est écœurant de voir encore des choses pareilles !» A coup sûr, c'était là de chauds partisans des orientations maintenant ouvertes du P«C»F.

LA GESTION DÉMOCRATIQUE

Peu à peu, les travailleurs gagnent la cantine, en pestant contre la récente augmentation (1,80 F), cautionnée par un Comité d'Entreprise où dominent les révisionnistes du P«C»F. Et

c'est vrai que, préoccupés par cette nouvelle atteinte à leur pouvoir d'achat, de nombreux ouvriers de Chausson Asnières restent évasifs quant au congrès du P«C»F, à sa condamnation du pouvoir des ouvriers et paysans. Mais un vieil ouvrier espagnol marquera le lien en accusant vivement la gestion révisionniste du C.E., «bel exemple de ce que veut dire la démocratie et le bien du peuple pour ces gens là qui



Chausson : Pendant la grève : le P«C»F interdit la réoccupation

s'approprient toutes les places, tous les marchés, et en plus nous font manger pour 10 F dans ce qu'ils appellent une cantine ouvrière !» Preuve de l'embarras des révisionnistes, la cafétéria de Chausson s'ornementait d'un montage vidéo du Comité Inter Entreprises, qui concluait qu'il ne fallait pas «être avec le patron, contre le

Comité Inter» mais «contre le patron et pour les travailleurs... en ne contestant pas l'augmentation !

«LA CLASSE OUVRIÈRE NE DIRIGERA PAS...»

Le nez sur les panneaux marxistes-léninistes, des membres ou sympathisants du P«C»F, OP et employés restaient gênés. «Vous nous faites rire, allez ! les ouvriers, nous, on les connaît, ils sont pas pour la dictature», c'est ce qu'ils avaient de plus «politique» à dire ! Si ce n'est un jeune ouvrier qui nous dit, avec semble-t-il beaucoup de conviction : «Je suis d'accord qu'il y a eu une évolution. On peut le lire dans le Défi Démocratique déjà. Et c'est normal, la classe ouvrière ne dirigera pas ; ce sera tout le peuple et c'est bien comme ça !» Ce en quoi il fut rejoint par un employé, syndiqué CFDT, qui s'affirma d'accord avec «un régime où il y aurait plus de justice, une autogestion, dans laquelle

UN CONGRÈS «HERMÉTIQUE» ?

Mais peu d'ouvriers avaient en tête au départ une idée bien précise de l'enjeu des attaques de Marchais contre la Dictature du Prolétariat, dans cette usine où le P«C»F prétend avoir des centaines de cartes et mener un large débat sur ses options, à en croire l'Humanité et la Voix «Populaire» de Gennevilliers ! Il fut rapidement évident que la soi-disant «préparation démocratique» du congrès du P«C»F à Chausson n'avait guère laissé de trace : «Ce qu'ils disent, c'est hermétique. C'est des paroles de petit groupe fermé» nous dit devant l'usine de Gennevilliers un militant progressiste marocain de l'Association des Marocains en France. Un algérien, actif pendant la grève, l'approuve en ajoutant que «c'est un parti qui n'éduque pas les ouvriers, parce que même chez lui, beaucoup ne savent pas ce que c'est que cette dictature du prolétariat et

«ILS SAVAIENT QUE J'AURAI VOTÉ CONTRE...»

INTERVIEW D'UN MILITANT DE LA CELLULE D.I.R. DU P«C»F

Quotidien du Peuple : Qu'est-ce que tu penses de la préparation du XXII^e congrès de ton parti ?

Jeune OP : «Je ne veux pas dire du mal du parti. Enfin, ça c'est passé un peu selon les coins. J'ai participé dans une cellule de quartier, près de chez moi, à Gabriel Péri. Mais quand on regarde, la cellule D.I.R., elle est censée s'être exprimée dans l'Hum...»

QdP : Tu parles de la «contribution» de Raymond Treppo, l'ancien permanent de Renault-Billancourt ?

R. : «Oui, celui-là, je ne l'ai jamais vu en cellule. Je ne peux même pas te dire qui c'est ! Pourtant, il est censé militer avec nous... représenter ! Alors où on va comme ça ? Sûrement, on l'a envoyé après la grève, à cause des ennuis qu'on a eu avec le gauchisme et les problèmes des OS. Mais moi,

j'ai jamais été d'accord avec les maquilles...»

QdP : Est-ce que tu peux préciser tes reproches ?

R. : Pour moi, c'est d'abord l'absence de démocratie ; enfin, disons - ne me faites pas dire ce que j'ai pas dit - dans certains cas, comme le syndicat. Par exemple, on a préparé le 16^e congrès CGT en prévoyant d'éliminer de la Commission Exécutive «les gauchistes» comme disaient certains. Résultat : des gars qui jouaient aux boules pendant la grève ont voté contre des gars qui se sont battus, des types du Comité de Grève et même contre une fille de la section Chenard-Secan, une chrétienne qui voulait à tout prix qu'on mette noir sur blanc les articles des statuts de la CGT sur la «suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme» !

Et le pire, c'est qu'il y en a, du parti, qui m'ont refilé un

mandat blanc (d'auditeur) au congrès CGT parce qu'ils savaient que j'aurais voté contre les exclusions de la C.E.

QdP : Et la dictature du prolétariat, comment cela a-t-il été discuté (ou pas) ?

R. : Ça... c'est normal si on veut. Si tu prends ma cellule de quartier : avec des gars qui gagnent jusqu'à 7 ou 800 000 anciens francs par mois. Tu voudrais qu'ils soient pour ? Moi, j'ai compris pas mal de chose : le premier qui a dit qu'il était d'accord avec Marchais, il est marchand de meubles dans la rue près de chez moi. Eh oui, et il est au parti. Qu'est-ce que tu veux faire à ça ? Parce qu'il y a des trucs où je suis quand même d'accord. Alors ? J'attends de discuter à la boîte... Le socialisme, c'est notre affaire, les ouvriers. Mais on peut pas agir tout seul ; il y a toute une bataille dans la société...

l'ouvrier aurait bien plus de place qu'aujourd'hui» mais où il ne serait «pas question qu'il dirige en tout, contrairement à ce que vous (les révolutionnaires) vous proposez : d'ailleurs pour l'ouvrier qui veut travailler, comme moi qui ait fait l'école d'ajusteurs des Grésillons au début, on peut arriver, à force, à s'en sortir...»

Dans les cafés devant Chausson, la discussion s'est engagée. Un ouvrier africain, qui vient de quitter le P«C»F, se dit «d'accord avec le pouvoir des ouvriers et paysans, même si pour y arriver, c'est pas pareil». Tandis qu'un des rares OS marocains adhérents au parti révisionniste

«dans Chausson, nous avoue avoir «quitté la réunion de cellule avant la fin, le jour où on causait de la suppression de la dictature du prolétariat», «parce que, comme c'était fait, ça me fatiguait» !

De vieux travailleurs, s'approchant, s'étonnent : «Pourquoi c'est pas ceux du PC qui discutent comme ça avec les gars de Chausson sur le socialisme et les idées de leur réunion». «Tiens, lui là-bas, c'est un de leur militants de choc ; il était à fond avec le PCF pendant la grève. Parlez-lui donc de tout ça». aussitôt dit, aussitôt fait : on lui présente le Quotidien du Peuple ; il connaît le PCR et «accepte de discuter, sans problème», témoignant de remous évidents dans ce que le P«C»F présente comme l'un de ses bastions !

INFORMATIONS GENERALES

"NOUS RELOGERONS LA FAMILLE ROUDEIX"

Jeu de dernière, nous avons exposé le cas de cette famille vivant à 9 dans un taudis sans eau, sans électricité, sans chauffage. Ce pavillon qu'ils occupent depuis un an et demi, la municipalité PCF de Vitry a décidé de le démolir.

Vendredi soir le cas est exposé à une assemblée générale du comité de quartier ; un conseiller général PSU est là. Devant un tel scandale, le comité décide d'agir et d'entamer une large campagne de popularisation. Samedi matin, intervention au centre commercial : une pétition mettant la mairie face à ses responsabilités est signée massivement, les diffuseurs de l'Humanité Dimanche sont dans le coin, sur la défensive, ne sachant trop quoi dire. Depuis février 74, le dossier est déposé à la mairie et celle-ci ne fait rien. Il est vrai que depuis que sa mère a quitté le pavillon déclaré insalubre, la famille Roudeix est dans une situation « illicite », c'est ce que déclare un sous-fifre de la mairie samedi matin. De fait le pavillon doit être détruit, car la mairie voudrait y construire un garage municipal, il faudrait donc que la famille parte, mais pour qu'elle parte, il faut qu'elle soit relogée : on tourne en rond.

Depuis, la situation a connu un développement significatif, devant la mobilisation et les centaines de signatures à la pétition, le PCF a pris les devants, les cellules du quartier viennent de sortir un tract : « Une famille de 7 enfants dans un pavillon insalubre, agissons rapidement ! »

Ils ont attendu un an et demi ! Dans un tissu de fausses informations, de demi-vérités et d'insultes contre le comité de quartier apparaît

leur proposition : faire une délégation avec les élus pour obliger la préfecture à reloger la famille. Autrement dit, la mairie renvoie la balle (ou plutôt la famille) du côté de la préfecture, ce qu'elle faisait déjà sans bruit depuis un an et demi. Si la famille est relogée, le PCF pourra chanter victoire, si elle ne l'est pas il

s'en lavera les mains ayant fait le nécessaire. Les services municipaux d'urbanisme avaient répondu : « Il y a de la place aux tours du Midi (1 250 F par mois pour un F4) ».

Nous ne laisserons pas longtemps la préfecture et la mairie jouer à cache-cache, ce dont a peur la mairie, c'est que nous occupions un logement HLM. Déjà une fois, à un Portugais qui voulait occuper un logement, la mairie l'avait aiguillé sur la Cité des Marronniers en lui di-

sant : « Va occuper aux Marronniers, la mairie te soutient ». Mais la cité des Marronniers est une cité administrée par la préfecture, quand les flics sont venus pour expulser les Portugais, il n'y avait pas d'élus présents pour les défendre, ils s'en foutaient puisque ce n'était pas chez eux. C'est la même opération qu'ils veulent refaire. Ce que nous voulons nous, c'est un logement HLM, si la mairie et la préfecture n'en trouvent pas, nous, on en trouvera un.

Correspondant Vitry

PAPINSKI NE DOIT PAS MOURIR

Parlera-t-on de Papinsky au congrès de la FEN à Grenoble. C'est peu probable ou bien ce sera l'œuvre des francs-tireurs, car à la direction de la FEN on condamne sans appel cet instituteur en grève de la faim depuis le 19 novembre pour obtenir sa réintégration dans l'enseignement.

Jacques Papinsky en est à son 83^e jour de grève de la faim, aujourd'hui le problème qui se pose c'est celui de sa survie. Dans la nuit de vendredi à samedi, pris d'une syncope, il a dû être hospitalisé et placé immédiatement sous perfusion. Pour les médecins, sa vie est désormais gravement en danger. Mais cela ne semble pas émouvoir l'Education Nationale, pas plus d'ailleurs que les directions syndicales qui ont toujours refusé d'entreprendre une quelconque démarche en faveur de Papinsky, le SNI et le SGEN étaient d'ailleurs d'accord pour son exclusion.



INTERDIT D'ENSEIGNEMENT À VIE

Rappelons que Jacques Papinsky avait été renvoyé de l'enseignement à la suite d'une inspection dans un cour d'anglais par un inspecteur qui ne connaissait pas un mot d'anglais.

Renvoyé dans l'enseignement primaire, il exige sa réintégration dans le secondaire. Son obstination et sa dénonciation de l'administration de l'éducation nationale

lui valent d'être révoqué et interdit d'enseignement à vie.

Il est soutenu dans sa lutte par les travailleurs de la région d'Homécourt, et par des enseignants révoltés par l'attitude de leur syndicat. En réponse à un instituteur qui lui demandait d'intervenir en faveur de Papinsky, le SNI écrivait :

« Pour nous, le SNI de Meurthe-et-Moselle, un homme qui utilise comme arme cette monstruosité qu'est la calomnie (allusion à un pamphlet de Papinsky contre les méthodes de l'administration) n'est pas digne d'enseigner... Nous avons déjà perdu trop de temps avec cette affaire alors qu'il y a tant de vrais problèmes ». Le SNI ne va bientôt plus perdre de temps, si Haby n'accepte pas de réintégrer Papinsky, il va mourir. S'il n'est pas déjà trop tard. Non, Papinsky ne doit pas mourir.

Serge LIVET

Un sondage « exclusif » de l'Expansion !

COMMENT FAIRE DIRE AUX TRAVAILLEURS CE QUE VEUT Mr SUDREAU

L'« Expansion », journal patronal, s'intéresse décidément beaucoup à la classe ouvrière. Le numéro de février consacre quinze pages aux « Français dans l'entreprise », sous forme d'un sondage « exclusif ». Résultat du sondage, en gros : « Il est faux que les salariés français expriment une méfiance, voire une contestation globale à l'égard de leur entreprise » ; « Il y a toutefois un potentiel d'insatisfaction et de revendications » ; « On constate que le gouvernement ne se trompe guère en mettant l'accent sur l'abaissement de l'âge de la retraite et la revalorisation du travail manuel ». Les mauvaises langues diront que c'était plutôt le but du sondage. Elles n'auront pas tort. Quelques exemples :

« PAS DE CONTESTATION GLOBALE DANS L'ENTREPRISE ».

On vous pose la question : « Considérez-vous que le travail que vous faites est bien adapté à vos aptitudes ? ». Comme cela fait plusieurs années que vous faites le travail en question, et que de toute façon vous n'avez jamais eu l'occasion d'exercer vos aptitudes dans un autre métier, vous répondez « oui » pour la majorité. Monsieur « Sondage » en déduit, lui, que la majorité des salariés « sont satisfaits de la tâche que l'entreprise leur confie ».

Satisfait de votre réponse, l'enquêteur continue : « Et souhaiteriez-vous que l'on

vous donne un travail comportant davantage de responsabilités ? ». Immédiatement, vous vous imaginez à la place de votre chef, avec pour responsabilité, celle de faire respecter les cadences par vos anciens camarades, et vous répondez « non ». Monsieur « Sondage » en conclut que tout le monde se sent bien à sa place.

LES SALARIES FONT CONFIANCE A LEURS PATRONS

Passons sur les questions où l'auteur de l'enquête ne prouve en fait que sa parfaite imbécillité, du genre : « Pensez-vous que votre travail a beaucoup d'effet sur la marche de l'entreprise ? ». Par

quel miracle l'entreprise marcherait-elle donc, sinon par votre travail ?

L'essentiel est dans la conclusion, où l'on pose la question : « Quelle est votre réaction à l'égard des dispositions qui pourraient figurer dans cette réforme de l'entreprise ? ». Au milieu d'une série

Enfin, le « clou » du sondage : « Tout compte fait, à qui faites-vous confiance pour mener à bien cette réforme de l'entreprise ? ». Avec 37 % pour le gouvernement, 52 % pour les syndicats, 34 % pour le patronat, il est content, et peut conclure : « Les salariés font confiance à leurs patrons ».



de propositions de réponses qui n'ont jamais mobilisé les travailleurs le moins du monde, sinon quelques cadres, tournant autour d'une participation accrue, on trouve les deux projets gouvernementaux qui naturellement obtiennent le meilleur score. Tel était bien le but recherché,

pour que ça dure et aux syndicats pour que ça bouge ». Tout en rigolant du bon tour qu'il vient de nous jouer, il précise cependant, en tout petit, que « c'était une question difficile, à laquelle un tiers de la population salariée n'a pas su répondre ». Évidemment !

Les méthodes policières en accusation

Fin 75, deux jeunes suspects, qui avaient avoué leur participation au meurtre d'un convoyeur de banque, se rétractaient devant le juge d'instruction Millet qui les interrogeait. Ils se plaignirent d'avoir été torturés par les policiers et d'avoir avoué sous leurs sévices.

Une expertise médicale permet de constater de nombreuses traces de coups sur les jeunes et confirma les plaintes des jeunes selon lesquelles les policiers tentèrent de leur introduire une matraque dans l'anus. Le juge d'instruction procéda alors à l'audition des policiers impliqués, parmi lesquels des officiers de police judiciaire, et en réfère au Parquet. Mais le procureur au lieu de poursuivre les policiers demanda que le juge d'instruction soit dessaisi de l'affaire, sous prétexte d'irrégularités dans la procédure suivie.

Pour le procureur, ce qui est inacceptable, c'est qu'un juge d'instruction ait voulu tirer au clair une affaire de violence policière au lieu d'oublier le dossier dans un tiroir comme ça se passe habituellement. Mais, maintenant, l'affaire est connue, l'instruction devra se poursuivre, alors pour préserver l'honorabilité de la police, le parquet demande que le juge Millet soit dessaisi au profit d'un magistrat mieux disposé vis-à-vis de la police. La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence doit rendre sa décision sur ce dessaisissement le 18 février.

Grenoble : Congrès de la F.E.N.

La FEN (Fédération de l'Éducation Nationale) ouvrira hier son congrès à Grenoble. La FEN regroupe plusieurs organisations syndicales distinctes : le Syndicat National des Instituteurs dont la direction est sur la ligne du PS, c'est le syndicat le plus nombreux, son poids à l'intérieur de la FEN permet au PS de l'emporter sur le PC à l'intérieur de la FEN et de tenir la direction, le Syndicat de l'Enseignement supérieur, de l'enseignement secondaire, tenus par le PCF, et d'autres organisations syndicales : d'éducateurs notamment.

Le congrès verra se dérouler l'habituelle bataille entre les tendances révisionniste et réformiste pour le contrôle de la direction. Cet affrontement constant n'empêche pas une identité de vue pour la répression des courants révolutionnaires dans l'enseignement et contre leur expression dans le syndicat, et un même point de vue corporatiste pour la défense de la hiérarchie dans l'enseignement.

Nancy : Contre la répression Au C.H.U. de Bradois !

Comme dans tous les hôpitaux nouvellement construits, « c'est la façade qui compte » ; derrière cela, c'est le manque de personnel pour assurer des soins corrects, la hiérarchie, les brimades des patrons. En chirurgie, le mécontentement est important, les filles se sont mobilisées à plusieurs reprises sur le problème des effectifs. Mais aujourd'hui, la direction a décidé de frapper pour stopper le mouvement, Bernadette déléguée CGT est mutée dans un autre hôpital (soi-disant pour « incompatibilité d'humeur »).

Elle se retrouve isolée de ces camarades, dans l'impossibilité de poursuivre son travail syndical. Dans le service, la solidarité s'organise, une pétition circule, mais pour être victorieuse il faut populariser largement.

S'il est vrai que la peur de la répression existe, favorisée par l'isolement, les petits chefs qu'on a sur le dos, le scepticisme « est-il possible de lutter aujourd'hui ? » d'un côté comme le disaient plusieurs travailleurs : « Aujourd'hui si Bernadette n'est pas réintégrée, c'est la porte ouverte à n'importe quelle mutation sous n'importe quel prétexte ».

La direction reconnaît qu'il y a déjà plus de 200 mutations par an sur 4 000 travailleurs ! A la dernière Assemblée Générale, les perspectives tracées par les travailleuses furent : « Il faut lutter pour réintégrer Bernadette et pour que tout le monde participe. Mais pour être offensif, il faut lutter à la fois pour nos revendications les salaires, la création de postes, les conditions de travail dans les services ».

Correspondant Nancy

Concorde : premiers ratés

Le Concorde qui effectue la liaison Londres-Bahrein est parti hier de Londres avec 2 h 30 de retard, un des appareils de contrôle ayant détecté une panne. Ce contretemps n'aura malgré tout pas gêné grand monde : il n'y avait que 32 passagers à bord sur les 100 places disponibles.

LUTTES OUVRIÈRES

Contre la mise en tutelle !

Dès les premières réunions du Comité de Lutte Contre le Chômage de Montrapon, des personnes du quartier ont posé le problème de la mise en tutelles des familles. La mise en tutelles, c'est le blocage des allocations familiales d'une famille, allocations qui sont alors gérées par un organisme : le service des tutelles. Une brochure est en cours de réalisation sur ce sujet.

Cette semaine, le Comité de Lutte Contre le Chômage organise une réunion qui abordera plus spécialement ce problème : comment mener la lutte pour faire disparaître ce système particulièrement odieux mis en place par la bourgeoisie. Comment organiser une prise en charge collective des problèmes des familles sur le quartier. Comment construire une véritable unité populaire.

Venez nombreux :

Mercrédì 11 février 1976
20 h 30 au foyer international

(Communiqué du Comité de Lutte Contre le Chômage de Montrapon - Besançon -)

Le cynisme de Force «Ouvrière»

Et de deux ! Après les Communistes FO de Marseille (qui traitaient un délégué CGT de «gangster»), la Fédération FO de la Défense Nationale en vient à traiter de «fascistes» les délégués CGT des Fédérations de Travailleurs de l'Etat, parce qu'ils se seraient permis de «juger» l'attitude de ces messieurs de la Force anti-ouvrière, sur des tractations séparées avec le patronat (sur les salaires et la réduction du temps de travail).

Mais ces «anti-fascistes» d'un nouveau genre semblent avoir oublié que ce n'est pas la CGT seulement, mais toute la classe ouvrière qui les a vus à l'œuvre et depuis longtemps jugés pour ce qu'ils sont : un syndicat jaune, à la botte du gouvernement pour les contrats salariaux, à la solde d'Amaury au Parisien Libéré... Un peu de pudeur, «camarade» Bergeron ! doivent susurrer en ce moment, gênés, les gens de la section PS de Montrouge que le secrétaire de FO illustre de sa présence...

Tous les prétextes son bons pour réprimer

Un éducateur nantais a été inculpé d'incitation de mineurs à la débauche. Quel crime a-t-il commis ? Il avait fourni des explications sur la contraception à des adolescents au cours d'un camp. Aucune plainte n'a été enregistrée de la part des parents, mais le parquet ayant au connaissance des faits a décidé d'ouvrir une procédure. Le juge d'instruction vient de donner suite et a inculpé l'éducateur.

Est-ce un hasard si cette affaire survient à un moment où la municipalité de Nantes s'oppose aux éducateurs de la maison de quartier de Dervallières. Tous les prétextes sont bons !

Logabax à Meaux : 3^e semaine de grève

Cette usine de 119 ouvriers et ouvrières dont 30 intérimaires fabrique du matériel d'informatique légère ; la première sur le plan européen avec ses usines d'Arcueil et de Gif sur Yvette. L'usine est d'implantation récente et correspond à la décentralisation, ce qui explique les différences énormes de salaires entre Meaux et Arcueil :

- 297,50F pour un O.S.
- 290F pour un P1 mini
- 540F pour un P3 mini

Les travailleurs exigent une augmentation de 150F pour les O.S. ; 140F pour les P1 ; 130F pour les P2 ; 100F pour les P3 ; plus un plan de rattrapage pour la différence restante.

Pourquoi la grève ? La direction s'était engagée à un rattrapage progressif des salaires sur ceux d'Arcueil et

aujourd'hui elle revient sur son engagement. Devant ce refus, les travailleurs votent l'occupation à l'unanimité, révoltés de voir que le patron gagne 30 millions par mois avec cet abattement de salaires.

Aujourd'hui la direction pratique son chantage habituel : «abandonnez l'occupation et on négocie» si bien que l'épreuve de force se prépare.

La solution, c'est d'élargir le mouvement, de l'étendre aux autres usines LOGABAX, (la section CFDT de Gif sur Yvette est prête à lancer un mot d'ordre de grève et Arcueil manque de pièces, c'est d'en faire une bataille pour Meaux et la Seine et Marne où ces différences de salaires sont largement pratiquées.

LA SOLMER NE DOIT PAS RESTER ISOLEE !

Hier matin à 10 h., plus de 1000 personnes se sont réunies en assemblée générale au self n°2. Au cours de cette réunion, la décision a été prise d'informer les usines de la zone de Fos. La direction a refusé de recevoir une délégation, alors que tous les matins elle reçoit les jaunes de FO et de la CGC. La grève de 24 heures du 13 janvier fut la première riposte des sidérurgistes au chômage «conjoncturel» de 4 jours qu'imposait la direction.

LE REFUS DU CHÔMAGE PARTIEL

Les réactions sur le chômage étaient vives. D'une part, la direction ne faisait chômer les cadres et les agents de maîtrise que deux jours alors que les ouvriers eux, en avaient quatre. D'autre part, «l'accident de parcours» commençait à se renouveler tous les mois ! Les hauts-fourneaux se sont rendus compte aussi que la veille des jours chômés, le travail était plus intensif, malgré le chômage partiel.

«L'heure productive» est passée de septembre à octobre de 198 t. à 300 t. et de 300 t. à 390 t. de octobre à novembre. La direction invoqua à chaque renouvellement du chômage partiel toute une série d'argumentations ; dans un premier temps, la production n'était pas assez importante pour assurer du travail pour tous, alors qu'en fin de compte elle progressait. Après, c'était par «solidarité avec les confrères lorrains» ! Puis, il paraît maintenant, que l'on vend à perte et qu'il faut bien se rattrapper sur la masse salariale. Toute une série d'argumentations que les travailleurs rejetèrent, une argumentation qui veut camoufler le redéploiement de la bourgeoisie. Les travailleurs ont saisi qu'elle se faisait sur leur dos.

«on bosse comme des ânes et après on se retrouve sur la paille !» disent-ils. La direction répond par le lock-out.

Les revendications se précisent alors, l'arrêt du chômage partiel, la mise en place d'une cinquième équipe (ce qui correspond à la création de 1100 emplois), 1,50F d'augmentation de l'heure, et une heure d'information payée par mois. Le lock-out a permis en fin de compte, d'élargir la lutte et les revendications, de passer d'une lutte d'un atelier à la lutte de l'ensemble de l'usine. Depuis plusieurs mois, le mécontentement se développait, la colère montait, le lock-out s'est retourné contre Durand Rival car il a permis à cette colère de s'exprimer. Les travailleurs se sont saisis de cette situation pour dépasser le cadre des hauts fourneaux.

ÉTENDRE LE MOUVEMENT...

La Solmer, ce n'est pas seulement Durand Rival, c'est avant tout, une société financée à 95% par Sollac, Usinor et Sacilor et à 5% par Thyssen. De plus, à Usinor Dunkerque et Trith ainsi qu'à Sollac, de nombreux débrayages ont eu lieu contre le chômage partiel.

Il est donc nécessaire aujourd'hui, de lutter au niveau

La journée du 6 février : une journée sabordée !

Mais que font les confédérations pour développer la lutte ? Comment se fait-il que la journée d'action nationale de la sidérurgie ait été littéralement sabordée ?

L'Humanité n'a réservé que quelques lignes à cette journée montrant bien ainsi le refus du P«C»F d'étendre le mouvement. A Fos, beaucoup espéraient que cette journée allait permettre de donner de nouveaux horizons à la lutte mais à quelques kilomètres de la Solmer, à Ugine Acier pas question pour les directions syndicales de se joindre aux grévistes de la Solmer, il y a simplement quelques débrayages au maximum deux heures et pas dans tous les ateliers. Les sections syndicales locales doivent demander des comptes à leur direction.

une journée comme les autres / etc...».

...EN BRISANT L'ISOLEMENT

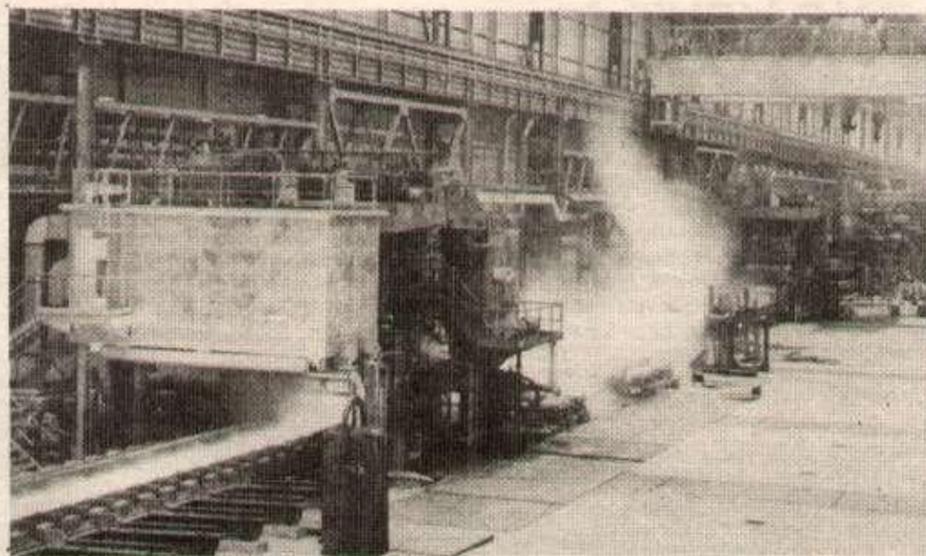
L'absence de la connaissance de la situation dans l'ensemble de la sidérurgie apparaît alors comme un frein, comme un obstacle à ce projet qui pousse les travailleurs à ne voir la lutte que sur la Solmer. C'est ainsi que les organisations syndicales déclaraient dernièrement : «négociateur cela ne veut pas dire obtenir tout, tout de suite».

Cette déclaration est interprétée de façon différente. Pour certains, il s'agit de voir la fin de la lutte comme un compromis avec Durand Rival qui accepterait de discuter sur les revendications

face à l'intransigeance de Durand-Rival, d'arrêter un calendrier précis (par exemple, pour la 5^e équipe).

LES CONTRADICTIONS DUP«C»F

Cette hésitation à aller jusqu'au bout, est la conséquence directe du point de vue restrictif de la lutte, c'est-à-dire simplement au niveau de la Solmer et non à l'ensemble de la sidérurgie, ce qui amène à réduire les revendications, les objectifs même de la lutte. Les sidérurgistes de Fos sur Mer se replient alors sur le développement du rapport de force sur le plan local, gagner à la lutte les lock outés prévu pour aujourd'hui, mobiliser plus largement les grévistes dans les commissions mises en place par l'inter syndicale, organiser le soutien, tenir les débats publics comme celui de Salon de Provence... etc..



LA DIRECTION LOCK-OUT : LA LUTTE SE RENFORCE

Vers le 18 janvier, avant l'annonce des jours chômés pour les ouvriers, des débrayages ont lieu dans «le Train à Chaud», «Atelier Mécanique», «Entretien». Le 20 janvier, la direction réduit à deux jours le chômage pour ces services. A cette nouvelle, les haut-fourneaux qui travaillent dans les conditions les plus pénibles débrayent à leur tour pour l'arrêt du chô-

mage de la sidérurgie. Cette aspiration à élargir la lutte, elle est présente partout. Des travailleurs nous disent «il faut que l'on tienne encore quelques jours, et tous les autres vont suivre», «ils ne voudront jamais céder devant nous, mais si tous les Lorrains et les gars de Dunkerque sont avec nous, là ils seront obligés de céder». A cet espoir de voir la lutte s'étendre, s'oppose la possibilité de le faire : «où en sont effectivement les autres usines ? la journée nationale d'action qui avait lieu le 6 janvier a été en fin de compte

(quelques promesses). Pour d'autres, c'est avant tout,

José GARCIA

APPEL

De nombreux syndicalistes et travailleurs de la Solmer nous ont demandé de publier dans le Quotidien du Peuple, des informations sur la situation à Sollac, Usinor, Sacilor, etc... Nous appelons donc les lecteurs à nous envoyer rapidement ces éléments, leurs témoignages sur le déroulement de la journée du 6 dans leur usine ainsi que la façon dont est perçue la lutte de la Solmer chez eux.

LUTTES

CABLES DE LYON

DES DELEGUES TRAINES AU TRIBUNAL

Jean-Louis Raboutet, délégué CGT des «Câbles de Lyon», usine de Clichy, vient de comparaître devant le tribunal de Clichy. Selon l'acte d'accusation, il lui est reproché : «d'avoir volontairement porté des coups et fait des blessures sur la personne de Ferrier Michel».

d'ordonner l'évacuation de l'usine occupée par les travailleurs en lutte, notamment pour une augmentation des salaires. La détermination est grande, la lutte continue, un piquet de grève se met en place. Soudain, une voiture qui rôde déjà depuis un moment dans le

tes, les murs se couvrent d'inscriptions : «Câbles de Lyon assassins». De cette violence contre les travailleurs, il n'en est pas question aujourd'hui ! Quand le sous-directeur Ferrier vient narguer les grévistes, une demie-heure plus tard, il est accueilli par une pluie

Bouhadite Ahmed. Les deux autres «meneurs» vont bientôt passer eux aussi en jugement.

Cette affaire s'inscrit parfaitement dans la politique actuelle de la bourgeoisie à l'encontre de ceux qui ne veulent pas faire les frais de la crise : briser à tout prix la volonté de lutte des travailleurs, les empêcher de s'organiser pour lutter contre l'offensive capitaliste contre les conditions de vie et de travail.

Jeudi, ils étaient 200 travailleurs des «Câbles» qui, étaient venus soutenir leur camarade au palais de justice de Clichy. En bleus de travail, ils avaient débrayé pour venir, coude-à-coude Français et Immigrés. Devant l'entrée, les mots d'ordre massivement scandés, témoignaient de la volonté des travailleurs des «Câbles» de ne pas laisser faire la bourgeoisie : «Travailleurs Français et Immigrés, une seule classe ouvrière», «Câbles de Lyon : répression».

Le jugement sera rendu le 1er avril.

Gérard PRIVAT



Les grévistes des «Câbles de Lyon» en juin dernier

Quelle est la réalité de cette accusation ? Et d'abord, qui est ce Ferrier ? C'est le sous-directeur de l'usine de Clichy. Les faits remontent au 23 juin 75. Le tribunal vient

quartier, fonce sur le piquet et fauche neuf travailleurs. Aujourd'hui, quatre d'entre-eux n'ont n'ont toujours pas repris le travail. Une grande colère s'empare des grévistes.

de crachats en plein figure. C'en est trop pour la direction ! Il faut destituer Ferrier désigne : Raboutet Jean-Louis, Daddamoh Abdallah,

INTERNATIONAL

Enseignants de Madrid

UN COMBAT NOUVEAU

La semaine qui vient de s'écouler a été marquée par des assemblées générales quotidiennes d'enseignants par zones, avec piquets de grève et d'information. A l'issue de la manifestation de samedi, 12 professeurs ont été arrêtés. Aussitôt, près de mille personnes se sont enfermées dans l'église de «los Sacramentinos» jusqu'à ce qu'ils soient libérés. L'assemblée s'est organisée en groupes de travail et d'études sur les problèmes des enseignants. Ils ont reçu le soutien des associations de voisins de Vicálvaro, Leganes et de Vallecas qui sont venus leur apporter à manger et les informer de la lutte des travailleurs de Metal-Mazda, enfermés dans une autre église. Les parents d'élèves sont venus en signe de solidarité, ainsi que les chanteurs Eduardo Aute et Ursain, qui ont interprété des textes de Miquel Hernandez pour les grévistes.

PREMIERS SUCCÈS

Les assemblées générales ont eu lieu lundi, mardi et mercredi, chaque fois avec un millier de personnes. Mercredi 4, devant les succès remportés, les enseignants ont décidé de reprendre le travail, d'effectuer un repli tactique en ordre de façon à s'assimiler les acquis de la lutte et à les consolider.

D'ores et déjà, une partie des revendications ont été obtenues : augmentation uniforme de 3 à 4 000 pesetas, négociations immédiates d'une nouvelle convention collective, alors qu'il a fallu un an et demi pour signer la précédente ; pas de représailles contre les grévistes et ouverture d'un dialogue entre le Comité de Grève et le Ministère pour examiner les problèmes de la gratuité de l'enseignement et la non-répercussion des hausses de salaire sur ce que paient les parents d'élèves.

Il reste un certain nombre de revendications qui n'ont

pas été satisfaites : les enseignants demandaient 8 000 pesetas d'augmentation, l'amnistie, particulièrement pour tous les profs exclus pour des raisons idéologiques, les libertés démocratiques, un syndicat démocratique indépendant, la limitation du nombre d'élèves par classes.

UN SAUT QUALITATIF

Cependant, les acquis les plus positifs de cette lutte sont aussi politiques. D'abord, c'est un saut qualitatif car ce secteur, politiquement peu mûr, s'est nouvellement intégré aux luttes. Dans le cours de la mobilisation s'est concrétisée l'unité populaire, l'unité avec la classe ouvrière ; échange de délégués et d'informations avec Metal-Mazda, mais aussi Pegaso, Chrysler, etc...

En second lieu, il s'agit d'un recul du gouvernement et du patronat, non seulement sur les salaires, (le plafond a été dépassé de plus de

20 %) mais par rapport à la répression : devant la menace de manifestations de rue qu'ils redoutent plus que tout, ils ont dû libérer les détenus. Recul aussi du fait que le régime a dû négocier avec le Comité de Grève que se sont donnés les enseignants dans la lutte.

La lutte a débouché sur la constitution d'organisations stables, permanentes et indépendantes, les commissions d'enseignants et sur la reconduction du Comité de grève et du Comité de vigilance



contre la répression, ainsi que sur le principe d'assemblées générales régulières.

LE RÉVISIONNISME COMBATTU

La lutte a permis de démasquer très largement les révisionnistes, dans un secteur de la petite bourgeoisie où ils sont dominants : le Collège des Licenciés. Ils se sont d'abord opposés au déclenchement du mouvement, puis ils ont «pris le train en marche», de peur de se démasquer totalement. Le mardi 3 février en particulier, un

groupe de profs révisionnistes ont saboté une assemblée, en essayant d'imposer la reprise immédiate du travail sans rien avoir obtenu, d'abord par des moyens démagogiques, en faisant des appels à l'unité, ensuite - et nous insistons là-dessus - par des méthodes de type fasciste : menaces, cris et insultes proférées à l'égard de l'assemblée du haut de l'autel où ils s'étaient hissés. Cette intervention a provoqué la confusion et le chaos momentanément.

Au cours de cette lutte, l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs, qui avait peu d'expérience dans ce secteur et qui a commis par conséquent quelques erreurs, s'est efforcée de terminer cette lutte victorieuse par un repli organisé et de la capitaliser en des formes d'organisations stables permettant d'élever progressivement le niveau politique du secteur. D'autres organisations telles que le MCE et le PTE sont également intervenues dans ce sens. Sur ce front aussi, le gouvernement Juan Carlos doit céder.

Etudiants

APRÈS NANTES, L'UNIVERSITÉ DE RENNES EN GRÈVE

Il y a une semaine les étudiants de la faculté de lettres de Rennes votaient une grève de trois jours pour l'abrogation de l'arrêté Soisson. La grève a été reconduite vendredi matin en assemblée générale en vue notamment d'une manifestation mercredi sur les lieux universitaires de Rennes, Nantes et Tours.

Les étudiants ont élaboré cinq mots d'ordre dans leur plate-forme : «Abrogation du décret Soisson ; ni chômeurs ni cadres au service du patronat ; titularisation des maîtres-auxiliaires ; ouverture de la faculté aux non-bacheliers ; pour une formation générale pour tous».

Au-delà des mots d'ordre avancés apparaît une volonté de ne pas recommencer les erreurs d'organisation des années passées. Pour permettre une participation active de tous les étudiants, des assemblées générales ont lieu chaque matin par sections : en histoire, anglais, socio, psycho... suivies de travail en commissions l'après-midi. En même temps, chaque section devait élire des représentants au comité de coordination chargé d'appliquer les décisions de l'Assemblée Générale de toutes les sections qui a lieu tous les deux jours, de contacter les autres facultés et de prévoir les ordres du jour. Cette volonté est due en particulier au fait que les étudiants veulent cette fois-ci que le mouvement aboutisse : «Si c'est pour recommencer trois semaines de grève comme l'an dernier qui n'ont abouti à rien, ça ne vaut pas le coup» dit-on. La liaison de la faculté avec l'extérieur est sentie par de nombreux étudiants comme une nécessité.

Les étudiants veulent élargir leur mouvement, aux autres facultés, et contacter les professeurs. Mais c'est surtout l'université capitaliste qui est remise en cause et en conséquence la nécessité de la liaison avec les travailleurs est mise en avant.

L'UNIVERSITÉ CAPITALISTE ON N'EN VEUT PLUS !

Les propositions de l'UNEF renouvelé : plus

de postes au CAPES, des locaux...) ne sont pas reprises par les étudiants qui veulent aller au-delà de ces propositions révisionnistes.

Le projet de plate-forme élaboré par les étudiants de psycho-socio conclut : «Nous, nous pensons qu'il ne suffit pas de demander l'abrogation de l'arrêté Soisson, ou d'essayer de mettre en place un quelconque aménagement de l'école qui se situerait dans le contexte d'une société capitaliste. C'est le rôle de l'école et de l'université, de la situation de cadre que l'on veut faire jouer à l'étudiant qu'il s'agit de remettre en cause».

SERVIR LE PEUPLE

Pour le moment seules les tâches de popularisation de la lutte ont été prises en main : contact avec les UD-CFDT et CGT, il a également été proposé en assemblée générale de participer à l'action organisée par le comité de chômeurs CGT pour des bus gratuits pour les chômeurs. Dans le travail en commissions, l'approfondissement de mots d'ordre tels que : «Ni chômeurs ni cadres au service du patronat - Pour une formation générale pour tous», devrait permettre de préciser la fonction de l'université capitaliste, et quelles revendications les étudiants doivent mettre en avant : une formation générale pour tous en société capitaliste ça veut dire quoi ? Il a également été proposé en section d'histoire un débat avec les chômeurs. L'enjeu de la bataille, au-delà de l'abrogation du décret Soisson, aussi bien au niveau de la popularisation de la lutte que du travail des différentes commissions est de faire que l'idée de servir le peuple progresse et se concrétise.

SPORTS

Slalom géant : Thoenien tête

Gustavo Thoeni est bien placé pour gagner la médaille d'or du Slalom Géant, il a gagné hier, la première manche ; son principal adversaire Stenmark est à plus de 2 secondes. Il n'y a que la grippe qui pourrait contrarier la victoire de Thoeni. En effet l'épidémie de grippe qui sévit actuellement à Innsbruck a déjà contraint une soixantaine de sportifs et d'accompagnateurs à s'illiter.

Par ailleurs, un cas de dopage a été rendu public : celui de la Soviétique Kulakova, médaille de bronze du 5 kilomètres en ski de fond. Elle a été disqualifiée.

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

L'ilotage «Michelin»

Voici le témoignage des travailleurs qui sont venus à la réunion publique du PCR organisée le 31 janvier pour la défense des libertés démocratiques et des revendications de la classe ouvrière.

Ce sont les jeunes qui reviennent du service national et qui ne sont pas repris dans leur usine, comme à PPM ou à Michelin. Pour décourager les syndicalistes trop embêtants Michelin leur attribue les postes les plus durs. D'autre part il pratique l'ilotage sur les quartiers en disséminant ses chefs d'équipe mouchards dans les différents bâtiments d'une ZUP. Sans doute que l'ilotage de la police ne suffit pas à Michelin !

A mes sœurs de malheur

Mon mari et toute sa famille sont morts de silicose et combien d'autres. Je demande aux veuves de Liévin et à toutes les autres, aux enfants qui n'ont plus de père, qu'ils continuent à défendre la triste vie du mineur, l'argent n'efface pas la mort terrible, n'efface pas la silicose, leurs longues souffrances, tousser, cracher, fiévreux, étouffés, les mois les années parqués en sanas. Ils sont toujours soignés quand il est trop tard... J'adresse à mes sœurs de malheur un salut fraternel.

une Bruaysienne

Une réunion de lecteurs

(...) Tout le monde est capable d'écrire et de créer : il faut donc donner une plus grande place à la création du journal par les lecteurs ; la culture prolétarienne existe :

- envoyer des articles faits en commun (voisins, copains, collègues.)
- envoyer des enquêtes,
- envoyer toute idée, toute réalisation intéressante (photo, dessin, documents),
- vaincre, à l'aide du journal les obstacles qui empêchent d'écrire spontanément au journal, et instaurer ainsi un véritable débat. Il faut susciter les débats, les développer dans le QdP. C'est un point qui est apparu tout au long de cette discussion.

Paris (Jussieu-Quartier latin)

VIE QUOTIDIENNE

L'APPAUVRISSMENT DES MÉNAGES OUVRIERS

Camarades,

J'écris au Quotidien pour témoigner de l'appauvrissement des ménages ouvriers aujourd'hui.

Ces temps-ci, particulièrement tous les jours ou presque, on reçoit un nouveau coup sur la tête ; sans parler des hausses continues des produits. Ça pleut de tous les côtés à la fois.

Pour beaucoup la nouvelle hausse de 5% des voitures a été un coup dur. On a peur d'acheter une voiture neuve quand il n'y en a qu'un qui travaille dans le ménage. Ou s'il y a des enfants, beaucoup ont réduit leurs ambitions en cylindrée. Les impôts locaux ont été un nouveau coup dur le mois dernier : 550Fr, 600Fr, 690Fr, voilà ce que beaucoup doivent payer pour des logements F2, F3 dans les ZUP alors qu'il faut faire des tas de papiers pour souvent ne pas récupérer grand chose en allocation logement. Même les chambres des foyers de jeunes travailleurs sont maintenant touchés par les impôts locaux.

Il y a quinze jours les chefs d'équipe nous annonçaient dans les ateliers que la sécurité sociale et la retraite de vieillesse retireraient 1,75% de plus sur les salaires. Les paniers de nuit jusqu'aux pas touchés par les impôts deviendraient en partie imposables (42 centimes de retirés chaque nuit de travail). Ça c'est le comble ! Les gars ne l'ont pas digéré. Non seule-

ment on ne demande pas à travailler la nuit pour la plupart, non seulement on nous donne pas grand chose en plus, mais on vient maintenant nous en repiquer une partie en impôt. C'est une honte. C'était la première fois pratiquement dans cette usine que des gars commençaient à parler de grève. La marmite commence à bouillir sérieusement.

Mais ce n'est pas fini, les banques parlent de prélever de 20 à 30Fr chaque mois sur les comptes de ceux qui ont des carnets de chèques, soi-disant pour couvrir les frais de banque (ils vont être bien couverts). Seuls ceux qui n'auront pas 5 000F sur leur compte seraient touchés. Evidemment c'est toujours ceux qui ont juste assez pour vivre chaque mois qu'on va plumer. Il y en a marre. Si les banques le mettent en pratique, les gars veulent obliger Michelin à nous payer par chèque ou deux fois par mois en liquide, ce qui ne va sûrement pas être du goût de Michelin.

Au début de cette semaine ça continue : les transports ouvriers Michelin (parfaits bien entendu) ont augmenté sans prévenir à l'avance entre 40 et 80 centimes par semaine, alors que nous voulons depuis longtemps le transport gratuit.

Cette lettre est sans doute trop longue et il y a beaucoup de choses à dire dans le Quotidien, mais quand on a envie de laisser exploser notre haine de classe, ce n'est pas facile de la contenir en quelques lignes.

TEMOIGNAGE

LA POLOGNE : UN PAYS SOCIALISTE ?

Un camarade ouvrier polonais vient d'arriver à Roubaix pour passer ses vacances chez ses cousins immigrés en France. On est assis autour d'un petit verre de Wyborowa (vodka du pays fabriquée pour l'exportation) et la discussion va bon train. Comme on le fait souvent dans de telles occasions, on parle de nos pays respectifs, du mode de vie, des prix, de l'exploitation que l'on subit. Ce que raconte notre camarade de Pologne devient si intéressant que nous pensons soudain que ce serait absurde de garder ça pour nous et que nous devons en faire profiter le plus de gens possible : un seul moyen pour cela à notre connaissance écrire au Quotidien du Peuple. Un papier, un stylo et on fait part au copain de notre petit projet : il est tout étonné que l'on puisse ainsi dire vraiment ce que l'on pense au-

exemple : l'URSS achète le pain au Canada et le revend beaucoup plus cher à la Pologne : c'est les Polonais qui doivent payer. La viande ? Soi-disant que son prix n'augmente jamais. En fait ils changent les emballages de la viande, et ils disent que c'est une viande meilleure, donc plus chère. D'ailleurs la viande on n'en a presque pas dans les magasins parce que le plus gros est gardé pour l'exportation. Les Postes aussi, ça vient d'augmenter : tu sais pourquoi ? Parce que les Postes en pays capitalistes ont augmenté leurs tarifs, alors nous on est obligé de l'augmenter aussi soi-disant !

Nous lui demandons alors comment réagit la classe ouvrière polonaise face à cela. Il ne réfléchit pas car deux exemples lui viennent tout de suite à l'esprit : «A Varsovie en octobre

ont mis le feu à ce magasin. On a appris après que l'armée russe était arrivée aux frontières polonaises. Une autre fois les ouvriers ont brûlé un pont qui allait être fini...»

Emporté par le fait qu'il peut raconter ce qui lui pèse sur le cœur, notre camarade polonais parle un peu de la conférence d'Helsinki : «A cette époque Gierek voulait faire des emprunts à la RFA. L'URSS y a mis son veto sous prétexte que si il y avait des emprunts à faire c'était dans le cadre du Comecon, entre pays «frères». Juste après cette intervention de l'URSS, celle-ci a demandé à Gierek de venir passer un mois en URSS. Ils l'ont relâché à un moment où il devait y avoir des élections en URSS...» Et le camarade continue ainsi à raconter un peu dans tous les sens ce qui se passe en Pologne. Il en a tellement à dire!



En Pologne : Vatican et Coca-Cola. Non ce n'est pas le socialisme.

Nous lui demandons si la Pologne est un pays socialiste : «Un pays socialiste ? Vous êtes venus en Pologne ? vous avez vu ce que c'était ? Celui qui travaille ne peut rien avoir, celui qui dirige et ne fait rien a une maison, une firme privée, des voitures, des domestiques». (c'est vrai que nous l'avons largement constaté quand nous sommes allés en Pologne). Et le copain polonais continue en disant : «Pour que ce soit socialiste, il faudrait que ce soit comme Lénine l'avait écrit. Mais Lénine en Pologne, ceux qui dirigent ne le connaissent pas ou alors ils le connaissent bien et c'est pour cela qu'ils ne veulent pas faire ce qu'il a dit !»

trement qu'entre quatre murs : en Pologne c'est impensable ! (on lui expliquera plus tard ce qu'est cette pseudo-liberté en France...)

Notre discussion continue donc sur l'alimentation en Pologne. On lui pose des questions sur les produits de première nécessité. Il parle vite d'un ton révolté : «Prends le pain par

1975, les ouvriers ont brûlé un grand immeuble tout neuf pour protester contre l'augmentation des prix. A l'époque aussi où on attendait la venue de Tito en Pologne, un immense magasin d'alimentation venait d'être achevé. On pouvait y trouver tout ce que l'on voulait mais on ne pouvait payer qu'en dollars. Or les Polonais ne peuvent pas posséder de dollars. Les ouvriers

Voilà. Le camarade polonais est ici pour quelques semaines. Si ce genre de discussion intéresse le Quotidien du Peuple, nous sommes prêts à lui envoyer régulièrement ce genre de petit compte rendu.

Salutations roubaisiennes
S. ouvrier en France
I. ouvrier en Pologne
P. Instituteur

Camarade Tu sais que «l'événement» politique en France c'est l'abandon ouvert de la dictature du prolétariat par le 22ème congrès du PC(F), il survient à l'heure où l'aspiration à un nouveau mai 68 ouvrier pose d'une manière de plus en plus aiguë à la classe ouvrière de notre pays la question de «quelle perspective, quel avenir». Aussi cet abandon est l'objet aujourd'hui dans les usines en France de nombreuses questions. Le socialisme qu'est ce que c'est ? Comment y arriver ? Comment le maintenir ?

important de confusion. Le PC(F) comme la bourgeoisie, en présentant toujours les pays de l'Est - URSS pays où le capitalisme a été restauré en tête - comme des modèles de pays socialistes ont contribué à faire du terme de «socialisme» un repoussoir pour une partie de la classe ouvrière. «Si c'est cela le socialisme...» Pour une autre partie, la plus consciente, l'idée existe «que ce n'est plus comme avant là-bas, que les choses ont changé, que les ouvriers et les paysans n'y ont plus vraiment le pouvoir».

Il reste cependant un élément Ton témoignage peut nous aider

EN AVANT VERS LE 12 PAGES CHAQUE JOUR

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession.....
Adresse.....
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

DEVENEZ CORRESPONDANT
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
TÉLÉPHONEZ AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
208 65 61 Paris de 8 H 30 à 13 H

CINÉMA

"LES DENTS DE LA MER" : un requin qui rapporte

Après de longs mois d'attente, il est enfin là ! Il est même partout : sur les murs, dans les stations de métro, à la télévision... Vous l'avez reconnu ; il s'agit, bien sûr, du requin des «Dents de la mer», film qui vient de battre tous les records de recettes aux USA, et qui paraît bien parti pour faire la même chose en France.

LES DENTS DU MAIRE

Tout commence dans une petite station balnéaire de la côte Est des Etats-Unis, Amity, au début de la période estivale. Il fait beau, les touristes commencent à affluer... Mais voilà qu'un grand requin vient semer la terreur en jetant son dévolu sur une jolie baigneuse, un jeune enfant, et manque de peu le fils du chef de la police. Panique, affolement... surtout du côté des petits commerçants et de leur maire qui voient s'envoler les fructueuses recettes de l'été. Le maire personnage particulièrement odieux, est d'ailleurs à l'origine directe de cette série de catastrophes. Averti de la présence du requin à proximité de la station, il interdit au chef de la police de fermer la plage.

Le film va-t-il tourner à une critique acerbe de ce système de vacances où seuls comptent les intérêts des capitalistes et la loi du profit ? S. Spielberg a beau être un jeune réalisateur (c'est son troisième film), il

est déjà bien au courant des règles du jeu. Le gèneur, ce n'est pas le capitalisme, ni le maire d'Amity, c'est le requin !

LA CHASSE AU REQUIN

Alors s'ouvre la deuxième partie du film : le chef de la police locale, velleitaire et poltron, mais qui a une dent contre ce requin qui a failli croquer son fils, décide de monter une expédition punitive. Il part, accompagné par un jeune ichtyologue, spécialiste des requins, et un vieux pêcheur à la recherche du monstre.

Après maintes péripéties, dont la plus notable est la mort du vieux pêcheur, avalé par le monstre, le requin finira en petits morceaux, déchiqueté par l'explosion d'une bouteille d'air comprimé qu'il avait avalé en guise de dessert.

UN FILM QUI FAIT RECETTE

Le succès de ce genre de film repose sur une recette assez simple : une publicité tapageuse et envahissante, un dosage subtil de divers ingrédients : humour, scènes d'action très bien truquées et efficaces, utilisation de paysages naturels, bon acteurs, etc... De plus, le film reprend un thème fréquent du cinéma de ces dernières années - le film «catastrophe» - mais

évite la facilité du grand sujet (tremblement de terre, raz de marée, incendie), et utilise une «catastrophe» d'autant plus inquiétante qu'elle est naturelle et imprévisible. Surpassant à l'improviste, le requin (que l'on ne voit pratiquement pas pendant toute

Pour essayer de retenir le public, les réalisateurs américains s'enfoncent de plus en plus dans l'effrayant, le sanglant, l'atroce, le jamais-vu.

Et de ce côté-là, «Les Dents de la Mer» sont un véritable festival : cadavres

du monstre... ce qui nous évite de penser à autre chose.

En effet, s'il s'agit là d'un film de «divertissement», la fable idéologique perce à plusieurs reprises. C'est d'abord le personnage de Quint, vieux pêcheur de requins qui a un compte à régler avec eux. C'est un personnage, qui par son langage, sa tenue, sa maison, est «en marge» de cette petite communauté, et ce n'est pas par hasard qu'il sera dévoré par le monstre à la fin de la chasse... Mais l'essentiel, c'est face à l'apparition du requin, la disparition progressive de tous les antagonismes qui pourraient avoir un caractère de classe. Face au danger, cette «communauté» se ressoude et fait front. La «morale» qui ressort à l'évidence de la fable, n'est-elle pas applicable en d'autres lieux, d'autres circonstances ? Remplaçons le requin par une crise économique...



la première partie du film) happe brutalement ses proies et les déchiquète.

Tout ceci est d'ailleurs montré avec un réalisme assez effrayant ; c'est le deuxième élément sur lequel est construit le succès du film.

mutilés, jambes coupées vues en gros plan, homme avalé vivant, queue béante du monstre, rien n'y manque. Alternant scènes de terreur et d'humour, Spielberg plonge le spectateur dans un état de «suspense» : on attend toujours la prochaine apparition

Dans le numéro d'hier, une erreur s'est glissée dans la légende de la photo sur la Commune. Il fallait lire «par milliers, des travailleuses...». Le but de cette photo était en effet d'insister sur le rôle politique très important des femmes pendant cette première révolution prolétarienne. Rôle complètement gommé dans l'émission de FR3.

TELEVISION

Programme

MARDI 10 FÉVRIER

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Festival de la magie
21 h 30 - Jeux olympiques
21 h 45 - Ces années-là : 1946-1970 : 1955
22 h 45 - Pleine page
23 h 45 - JOURNAL et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Les dossiers de l'écran : l'industrie des vacances
Mardi, c'est donc la Belgique
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - flash JOURNAL
20 h 00 - Les animaux chez eux : autour de la baie
20 h 30 - Westerns, aventures : L'homme de la Sierra
22 h 05 - JOURNAL et fin

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

A la demande d'E. Snow, Mao Tsé Toung fait le récit de sa vie. Après avoir parlé de son enfance, il a évoqué les premières influences qui ont marqué sa jeunesse. A 17 ans, Mao Tsé Toung est admis à l'école moyenne de Tch'ang-cha, capitale de la province du Hounan. Le pays est à la veille de la Première Révolution, qui va renverser la dynastie mandchoue.

15^e épisode

JOURS DE TCH'ANG-CHA

LE DRAPEAU HAN FLOTTE SUR TCH'ANG-CHA

«Après que ce fut produit le soulèvement de Wou-han (1911), dirigé par Li-Yuan-hong, la loi martiale fut déclarée au Hounan. La scène politique changeait rapidement. Un jour un révolutionnaire se présenta à l'école moyenne et y prononça un discours vibrant, avec la permission du principal. Sept ou huit élèves se levèrent dans l'assemblée pour le seconder dans une vigoureuse dénonciation des Mandchous et réclamer une action en faveur de l'établissement de la République. Chacun écoutait avec une attention soutenue. Pas un son ne s'entendait comme l'orateur de la révolution, un membre de l'état-major de Li Yuan-hong, parlait devant les collégiens surexcités.

«Quatre ou cinq jours après avoir entendu cette harangue, je pris la résolution de me joindre à l'armée révolutionnaire de Li Yuan-hong. Je décidai avec quelques amis d'aller à Han-k'ow, et nous réunîmes un peu d'argent donné par nos condisciples. Ayant entendu dire que les rues de Han-k'ow étaient très mouillées et qu'il fallait porter des galoches de caoutchouc, j'allai en emprunter à un ami militaire qui était cantonné en dehors de la ville. Je fus arrêté par un poste de garde de la garnison. La ville était devenue très animée, pour la première fois les soldats étaient munis de cartouches et ils parcouraient les rues.

«Les insurgés approchaient de la ville le long du chemin de fer de Han-k'ow et les combats avaient commencé. Une grande bataille se déroula sous les murs de Tch'ang-cha. Il y eut en même temps une insurrection à l'intérieur de la ville dont les portes furent prises d'assaut par des ouvriers. Par une d'entre elles je rentrai dans la ville. Je me tins alors en un lieu élevé pour observer la bataille jusqu'au moment où je vis enfin le drapeau han (1) flotter au-dessus du yamen (2). C'était une bannière blanche portant le caractère han. Je retournai à l'école et la trouvai sous garde militaire. (...)

DANS L'ARMÉE DE LA PREMIÈRE RÉVOLUTION

«Ma solde était de sept yuan par mois - ce qui est tout de même plus que je ne reçois dans l'Armée rouge en ce moment - et j'en dépensais deux pour la nourriture. Je devais aussi acheter l'eau. Les soldats devaient apporter l'eau de l'extérieur de la ville, mais moi étant étudiant, ne pouvais descendre au portage et l'achetais aux porteurs d'eau professionnels. Le reste de ma solde allait à l'achat de journaux, dont je devins un lecteur avide. Parmi les journaux traitant de la révolution, il y avait le «journal du fleuve Hsiang» (Hsiang-kiang-je-pao). On y discutait de socialisme, et j'appris pour la première fois le terme dans ses colonnes. Je discutai aussi du socialisme - en fait du réformisme social - avec les autres étudiants et soldats. Je lus quelques brochures écrites par Kiang K'ang-hou sur le socialisme et ses principes. J'écrivis avec enthousiasme à plusieurs de mes condisciples à ce sujet, mais seulement l'un d'eux répondit qu'il était d'accord. (...)

Après l'arrêt provisoire de la guerre, Mao quitte l'armée. Puis après avoir tâté de diverses écoles, il entre à l'École Normale du Hounan.

A L'ÉCOLE NORMALE

«De nombreuses règles gouvernaient la vie de l'école et il en était peu qui eussent mon

approbation. Par exemple, je m'opposais aux cours obligatoires de sciences naturelles. Je voulais me spécialiser dans les sciences sociales. Les sciences naturelles ne m'intéressaient pas particulièrement et je ne les étudiais pas, aussi avais-je de mauvaises notes pour la plupart de ces sciences. Par-dessus tout je détestais le cours obligatoire de dessin de nature morte. Je le trouvais stupide à l'extrême. Je choisisais l'objet le plus simple possible à dessiner, le terminais rapidement et quittais la classe. Je me rappelle avoir une fois fait un dessin du «demi-soleil, demi-rocher (3)» que je représentai par une ligne droite surmontée d'un demi-cercle. Une autre fois, pendant un examen de dessin, je me contentai de tracer un ovale. Je l'appelai un œuf. J'eus 40 en dessin et échouai. Heureusement, mes notes en sciences sociales étaient toutes excellentes et elles compensaient mes mauvaises notes des autres classes. (...)

«Le maître qui me fit l'impression la plus profonde était Yang Tch'ang-ki, qui avait étudié en Angleterre, et à la vie duquel je devais plus tard me lier intimement. Il enseignait la morale, c'était un idéaliste et un homme de caractère noble. Il était fortement pénétré de la valeur de son éthique et s'efforçait d'imprégner ses élèves du désir de devenir des hommes justes, moraux et vertueux, utiles à la société. Sous son influence, je lus un ouvrage de morale traduit par Ts'ai Yuan-p'ei et qui m'inspira une étude que j'intitulai «L'énergie de l'esprit». J'étais alors idéaliste et mon devoir recut les plus vifs éloges du professeur Yang Tch'ang-ki, qui jugeait de son point de vue idéaliste et qui me donna la note 100. (...)

à suivre

(1) Han, c'est-à-dire chinois par opposition à Mandchou
(2) Yamen, siège de l'autorité publique.
(3) Référence à un vers d'un poème célèbre de Li T'ai-po.

INTERNATIONAL

Djibouti, Mayotte

GISCARD CONTRE LES PEUPLES DES COLONIES

DJIBOUTI

**les rafles
continuent,
manifestation
prévue
mercredi**

Dimanche après-midi, les rafles se poursuivaient dans les quartiers populaires de Djibouti. Au cours d'une rafle dans le quartier d'Ambouli, un dépôt d'armes aurait été découvert. De nombreuses arrestations ont été opérées. Il faut se souvenir qu'une rafle de même sorte avait suivi l'exécution de deux gendarmes, il y a une quinzaine de jours et que la prétendue découverte d'un dépôt d'armes avait justifié le renforcement des patrouilles dans la ville, la fermeture du barrage, la destruction du bidonville de Bal Balla, à proximité du seul point de passage pour entrer dans la ville.

Mercredi, la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance a annoncé la tenue d'une manifestation. Elle «*sera probablement interdite*» a affirmé Olivier Stirn. Mais à plusieurs reprises le peuple de Djibouti est passé outre les interdictions des forces coloniales pour manifester contre l'occupation de son territoire. Même si la LPAI se plie à l'interdiction, il est très possible que le peuple veuille quand même manifester.

Quant à l'indépendance du territoire, Stirn a réaffirmé que les «*garanties*» en étaient «*la présence des troupes françaises, un consensus international et des garanties pour les minorités*». Que signifie ce droit des minorités ? Est-ce un appel à Aref pour qu'il engage des discussions avec la LPAI ? «*C'est seulement quand les différents partis se seront réunis que la France pourra ouvrir le dialogue avec toutes les tendances*».

Après avoir soutenu sans réserve Ali Aref contre ses opposants, est-ce que le gouvernement français se rend compte, comme l'écrit le Figaro, qu'il a joué le mauvais cheval ?

Pour pouvoir en jouer un autre, encore faudrait-il qu'il parvienne à s'entendre avec la LPAI ; le représentant de la LPAI déclarait à notre reporter : «*Nous sommes contre la présence militaire française à Djibouti*». Le départ des troupes françaises est à l'heure actuelle la question clé pour une véritable indépendance, c'est donc là-dessus qu'achopperont toutes les discussions à venir. C'est également là-dessus que sera notamment jugée l'attitude des différents partis.

QUESTIONS SUR LA FUSILLADE DE LOYODA

Hier, le jeune Franck Rutkowski est arrivé à Paris, après avoir été libéré par le Front de Libération de la Côte des Somalis. Les circonstances dans lesquelles l'enfant a quitté le car et rejoint la Somalie restent obscures. D'autant plus que l'enfant, qui se trouve en très bonne santé, contrairement aux informations selon lesquelles il était malade, n'a pu être interrogé par les journalistes. Sait-il quelque chose de gênant que le gouvernement veut tenir caché ? La question se pose d'autant plus que tous les récits fournis par le gouvernement français sur les événements de Loyoda fourmillent de troublantes contradictions.

4, 6 OU 7 MEMBRES DU COMMANDO ?

Selon la dernière version du gouvernement français, les tireurs ont tué d'abord six membres du commando, puis ont essayé d'atteindre le car. C'est alors qu'un tireur qui se trouvait dans le car leur a tiré dessus. Cela fait 7, contre tous les récits précédents. Bizarre qu'il faille plusieurs jours pour compter exactement le nombre des membres du commando, alors que tous sont morts.

Il n'y avait que 4 membres du commando au départ de Djibouti. Qui étaient les deux ou trois autres ? N'étaient-ce pas des négociateurs du Front venus de Mogadiscio ?

OU ÉTAIENT-ILS AU MOMENT DE LA FUSILLADE ?

Selon le témoignage de l'envoyé d'Europe 1, il y avait trois membres du commando dans le car, un à l'extérieur, où étaient les autres ? Selon les autorités somaliennes, avant la fusillade, les autorités françaises ont offert d'ouvrir des négociations avec le commando. N'ont-elles pas fait une telle proposition pour endormir la méfiance du commando et obliger également certains de ses membres à se découvrir,

n'ont-elles pas ouvert le feu d'abord contre les négociateurs ?

QUI A ASSASSINÉ NADINE DURANT ?

Selon les premiers récits de l'assaut, donnés par le lieutenant Prouteau qui dirigeait les opérations, c'est le terroriste qui était au fond du car, qui en tirant une rafale a blessé les enfants ?

Aujourd'hui le gouvernement affirme que ce sont les troupes somaliennes qui ont tué la petite fille et blessé les enfants, une autre petite fille est morte des suites de ses blessures. Comme preuve : les armes volées par les soldats français au cours d'un raid dans un poste somalien ? Ne serait-ce pas une tentative pour détourner l'attention des agissements des troupes françaises qui, elles, ont tiré abondamment sur le car ; tous les témoignages confirment ce point. Lieutenant Prouteau, qui a assassiné Nadine ?

Par contre, C'EST UNE AGRESSION CARACTÉRISÉE CONTRE LA SOMALIE, qui a prolongé cette opération criminelle : écoutez Sauvagnargues : «*Il semble qu'effectivement nos troupes ont été amenées à riposter*

MAYOTTE

UN RESULTAT SANS SURPRISE

99,4 % des votants se sont prononcés pour le rattachement à la France, au cours du référendum à Mayotte. Cela donne plus que tous les discours de Stirn, l'idée des conditions dans lesquelles s'est déroulé le référendum.

Stirn affirme que le scrutin a été libre et démocratique. La France n'a exercé aucune pression. Alors M. Stirn comment expliquez-vous le véritable retournement d'opinion qu'exprime ce vote ? Comment expliquez-vous qu'en décembre 1974, les votes déjà truqués ne donnaient que 63 % des voix contre l'indépendance et

que le référendum en donne 99,4 % aujourd'hui ? Comment expliquez-vous que le village réputé comme le plus hostile à la politique coloniale, M'zamboro, ait voté à... 100 % oui au rattachement à la France ? Comment expliquez-vous que les manifestations de masse du mois de décembre pour l'unité avec les Comores n'aient eu aucune influence sur ce vote ?

Comment pouvez-vous expliquer tout ceci sinon par une répression féroce, l'expulsion de milliers de Comoriens de leur village à Mayotte, le trafic des listes électorales par votre

préfet Bamana, qui est en même temps secrétaire du mouvement Populaire Mahorais, qui réclame depuis des années le rattachement de l'île à la France. Non M. Stirn, ce référendum n'a pas prouvé le moins du monde que le peuple comorien à Mayotte «*désire que son destin reste lié à celui de la France*». Il a prouvé la volonté du gouvernement français de se maintenir contre la volonté du peuple comorien, contre les décisions de l'ONU, contre les avis des pays africains et malgache de se maintenir dans cette île comorienne, pour contrôler la route du pétrole.

et, je pense ont pénétré pendant une minute ou deux dans les environs immédiats du poste frontière... Ceci a été très bref, il n'y a pas eu d'action armée contre le territoire somalien». Les troupes françaises entrent en Somalie, volent les armes des soldats somaliens, tuent 25 personnes, en blessent 25, et il n'y aurait pas eu d'action armée !

Dans cette affaire les affirmations contradictoires des diverses autorités françaises, montrent qu'elles ont quelque chose à cacher quant au déroulement précis des événements. Mais tout dans le déroulement des faits montre que le gouvernement français a choisi de risquer de sacrifier les enfants, plutôt que de voir remise en cause l'indépendance telle qu'il la prépare pour Djibouti, qu'il a choisi l'agression, pure et simple contre la Somalie.

Grégoire CARRAT

En bref ACCORD SYRO-LIBANAIS



Soldats libanais et syriens demandent à un combattant de gauche de poser son arme.

Samedi, un accord a été signé entre le président syrien Assad et le président libanais Franjié. Cet accord prévoit la garantie par la Syrie de l'application de l'accord entre l'OLP et le Liban. Par ce compromis, dont le texte exact sera connu bientôt, la Syrie semble s'attribuer un droit de regard sur les activités de la Résistance Palestinienne au Liban.

Espagne : un maire franquiste tué

Le maire de Valdacano, près de Bilbao, au pays basque a été tué le 9 février alors qu'il sortait de son domicile. Ce maire était connu pour avoir été non seulement un franquiste, mais encore pour avoir aidé à la chasse aux militants basques. Depuis plusieurs semaines, la police espagnole assurait sa protection. Hier soir, personne n'avait encore revendiqué l'attentat.

Angola : Huambo capitale de l'UNITA est conquise par le MPLA

Dimanche soir, la radio de Luanda a annoncé la chute de Huambo. Située au centre de l'Angola, cette ville était la deuxième ville du pays. Sous la colonisation portugaise, c'était la première ville agricole et la seconde ville industrielle. C'était également la capitale de l'UNITA et du FNLA. Des affrontements violents avaient opposé les troupes de deux mouvements il y a quelques semaines. Il semble que le MPLA ait pu pénétrer dans la ville sans presque combattre. C'est une défaite majeure des adversaires du MPLA, qui ont été obligés de replier leurs capitales à Silva Porto, à 160 kilomètres à l'Est de Huambo. Cependant, les journaux d'Afrique du sud ont affirmé qu'une importante bataille, la plus violente depuis le début de la guerre est en préparation au Sud de l'Angola entre les troupes sud-africaines et les forces du MPLA. Cependant à Luanda, Neto a condamné les «*actes d'indiscipline des gens qui donnent l'impression de vouloir organiser un mouvement politique parallèle au MPLA*». Qui est visé par ces mises en garde ?

TUNISIE : grève de la faim à Paris contre 400 ARRESTATIONS

Des étudiants tunisiens à Paris de l'Union Fédérale des Etudiants Tunisiens (Comité de Section Provisoire de Paris) sont en grève de la faim depuis vendredi à la Cité Universitaire, Maison du Mexique, pour protester contre la répression actuelle en Tunisie. Cet article a été écrit d'après une discussion avec quelques grévistes.

De nouveau, c'est la répression en Tunisie. Des centaines d'étudiants sont arrêtés, les «*brigades d'Ordre public*» assiègent les facs de Tunis et les «*barbouzes*» (surveillants flics), armés de couteaux et de matraques contrôlent l'identité des étudiants et les forcent à assister aux cours.

C'est depuis la rentrée universitaire 75-76 que le mouvement étudiant a repris sa lutte. Les représentants fanatiques des étudiants issus du XIX^e congrès de l'UGET (1971) ont été démasqués et isolés. Des grèves sont déclenchées dans les grandes écoles, les facultés de médecine, lettres, pour que les étudiants soient réellement représentés dans des conseils autonomes. Des élections

ont eu lieu, où la majorité des étudiants se sont prononcés contre la liste destourienne (liée au parti du Destour de Bourguiba). Face à cette victoire des étudiants, le pouvoir envoie ses «*barbouzes*» à l'université. Depuis, c'est l'affrontement quotidien avec ces flics dans l'université.

Le mouvement étudiant existe depuis la colonisation française en Tunisie. Les étudiants ont lutté aux côtés du peuple tunisien pour acquérir l'indépendance. Puis, il y a une période de stagnation où le peuple attend que les promesses du pouvoir après les accords de 56 avec la France se réalisent. Dans les années 60, la lutte reprend.

C'est au début, en 1963, la lutte pour une réelle repré-

sentativité des étudiants dans l'UGET (Union Générale des Etudiants Tunisiens)

Dans les années 67-68, les revendications du mouvement étudiant ont un caractère démocratique et anti-impérialiste. Des manifestations sont organisées pour soutenir les peuples opprimés (Palestinien, Vietnamien), et lors des visites des impérialistes américains tels Rogers, Humphrey.

Jusqu'en 1971, le mouvement prenait de plus en plus d'ampleur. Pour briser la lutte du mouvement, le pouvoir a, par la force, fait élire ses propres représentants au Congrès de l'UGET en 1971. Depuis ce moment, ce congrès n'est pas reconnu par la plupart des étudiants qui luttent pour exiger un réel congrès démocratique, qui représente véritablement les étudiants.

Le mouvement lycéen et les professeurs se sont joints à la lutte des étudiants de l'université et en février 1972, des soulèvements lycéens ont eu lieu dans toute la Tunisie.